



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 5 juin 2025

| | |
|---|----|
| Politique étrangère et européenne | 2 |
| La Finlande présidera la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE en 2026 | 2 |
| La Finlande évite la procédure de déficit excessif de l'UE..... | 2 |
| Editorial : Si les règles de l'Union européenne étaient interprétées à la lettre et au sens strict, la Finlande n'aurait pas dû en bénéficier de la grâce de l'UE | 3 |
| Analyse | 3 |
| Frontière orientale | 3 |
| Le Parlement a approuvé la prolongation de la loi sur la sécurité aux frontières par 168 voix contre 29 | 3 |
| Editorial : La fermeture exceptionnelle de la frontière est devenue la norme - | 4 |
| Finlande et Russie partagent la même compréhension de fermer la frontière | 4 |
| Défense | 5 |
| Le ministre de la Défense, Antti Häkkinen à la réunion du Groupe de coordination du soutien matériel à l'Ukraine et des ministres de la Défense de l'OTAN à Bruxelles | 5 |
| Deux décisions négatives du Ministre de la Défense concernant des transactions immobilières..... | 6 |
| Selon la Commission de la Défense du Parlement, la conscription et la volonté de défendre le pays sont les fondements de la défense, même au sein de l'OTAN | 6 |
| Heikki Autto : « Défendre notre propre territoire » grâce à notre grande réserve..... | 7 |
| Selon une enquête, 70 % des Finlandaises seraient prêtes à défendre le pays avec ou sans armes | 7 |
| Justice..... | 8 |
| La réforme de la loi sur le Parlement sami progresse | 8 |
| Après une baisse en 2023, le nombre d'homicides est revenu à son niveau des années précédentes en 2024 | 8 |
| Réunion des ministres de la Justice des pays nordiques à Helsinki | 8 |
| Agriculture | 9 |
| Les ministres nordiques de l'Agriculture se réuniront à Kuopio les 11 et 12 juin | 9 |
| Transports et Télécommunications | 9 |
| Réunion du Conseil « Transports et Télécommunications » de l'UE | 9 |
| Partis politiques..... | 10 |
| Selon un sondage, le PSD est toujours le parti le plus populaire – l'audience de la Coalition nationale a augmenté | 10 |
| Santé..... | 11 |
| Le nombre de jeunes adultes prenant des antidépresseurs a augmenté | 11 |

Politique étrangère et européenne

La Finlande présidera la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE en 2026

La Finlande a été choisie pour présider la réunion du Conseil des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2026. Les ministres des pays membres de l'OCDE ont confirmé ce choix lors de la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE à Paris le 4 juin.

« Je suis très heureux que la Finlande ait été choisie pour cette mission cruciale. La situation géopolitique actuelle souligne encore davantage le rôle de l'OCDE en tant que forum pour les pays partageant les mêmes valeurs. Les normes internationales élaborées au sein de l'OCDE ont un impact important, car elles garantissent également un environnement opérationnel équitable pour les entreprises finlandaises », a déclaré Ville Tavio, ministre du Commerce extérieur et du Développement.

Selon Tavio, la Finlande apprécie grandement les analyses de l'OCDE, qui sont largement utilisées pour l'élaboration des politiques et le développement de la société finlandaise.

La réunion du Conseil au niveau des ministres, présidée par la Finlande, se tiendra à Paris en mai ou juin 2026. La date de la réunion sera confirmée ultérieurement.

La Finlande a rejoint l'OCDE en 1969 et a précédemment présidé l'organisation en 1984.

https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-oecd-n-ministerikokouksen-puheenjohtajaksi-2026?languageld=en_US

La Finlande évite la procédure de déficit excessif de l'UE

La Commission européenne ne recommande pas l'ouverture d'une procédure de déficit excessif contre la Finlande. Elle recommande au Conseil de l'UE d'activer la clause dérogatoire nationale pour la Finlande. Cette recommandation repose sur l'augmentation des dépenses de défense.

« Je me réjouis que la Finlande ait évité la procédure de déficit excessif. La Commission comprend la situation exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons. Notre environnement de sécurité a changé et nous devons renforcer notre défense. Cela a un impact significatif sur les finances publiques finlandaises », a déclaré le ministre des Finances, Riiikka Purra.

Le 30 avril, la Finlande avait demandé avec 15 autres États membres l'activation de la clause dérogatoire nationale, car le gouvernement avait décidé de porter les dépenses de défense à 3 % du PIB. La demande d'activation couvre la période 2025-2028. Les États membres concernés restent engagés à respecter les règles budgétaires de l'UE pendant toute la durée de l'activation de la clause dérogatoire.

La Commission et le Conseil peuvent décider de ne pas ouvrir de procédure concernant les déficits excessifs si la clause dérogatoire nationale a été activée en raison d'une augmentation des dépenses de défense et si le dépassement de 3 % du PIB est dû à ces dépenses supplémentaires.

Selon les prévisions de la Commission, les dépenses de défense de la Finlande atteindront 2,1 % du PIB cette année et 2,0 % l'année prochaine, contre 1,2 % en 2021. Sans cette augmentation des dépenses de défense, le déficit finlandais serait inférieur à 3 % cette année et l'année prochaine. Dans ces conditions, la clause dérogatoire permet à la Commission de ne pas recommander l'ouverture d'une procédure de déficit excessif pour la Finlande.

La Commission a publié un projet de recommandations pour la Finlande et chacun des autres États membres dans le cadre de son paquet de printemps. Ce paquet comprend également un rapport par pays, qui inclut l'évaluation structurelle de l'économie finlandaise par la Commission.

Le Conseil de l'Union européenne devrait approuver les recommandations d'activation des clauses dérogatoires le 8 juillet.

https://valtioneuvosto.fi/-/10623/suomi-valtti-eu-n-liiallisen-alijaaman-menettelyn?languageld=en_US

Editorial : Si les règles de l'Union européenne étaient interprétées à la lettre et au sens strict, la Finlande n'aurait pas dû en bénéficier de la grâce de l'UE

Ceux qui prônent une politique économique souple et des mesures de relance affirment depuis des années que l'Union européenne freine la croissance avec ses règles trop strictes.

Mercredi, l'UE a répondu aux inquiétudes des partisans d'une relance économique par la dépense. La Finlande n'a pas été placée sur la liste des pays en déficit excessif, même si elle aurait dû l'être selon les règles.

Le déficit de la Finlande s'élevait à 4,4 % du PIB l'an dernier. Ce chiffre est nettement supérieur au plafond fixé par l'UE, soit 3%. Et la Finlande restera longtemps au-dessus de ce plafond.

Si les règles de l'UE avaient été interprétées littéralement et strictement, la Finlande n'aurait pas dû bénéficier d'une telle clémence. Les dettes et les déficits finlandais ne peuvent s'expliquer par des raisons surprenantes et exceptionnelles, ni par les coûts liés au renforcement de sa défense. Les déficits et les dettes finlandais sont dus à la faible croissance de la productivité de l'économie et à l'incapacité durable de la politique économique.

La grâce de l'UE est un cadeau pour la réputation du gouvernement, mais aussi une victoire à la Pyrrhus. Les gouvernements finlandais ont traditionnellement insisté sur la nécessité de la discipline financière au sein de l'Union. Selon la Finlande, les règles ne doivent pas être détournées, et les chiffres ne doivent pas être manipulés au profit des États membres. De telles manipulations ont aujourd'hui servi les intérêts du gouvernement et de la Finlande, et cette action nous semble donc finalement appropriée.

Il sera intéressant de voir quelles dépenses les États membres consacreront désormais à la défense, dès lors qu'elles peuvent être augmentées avec l'autorisation de l'UE sans enfreindre les règles budgétaires.

HS

Analyse

Fermer les yeux sur la violation des règles budgétaires par la Finlande a été une victoire pour le gouvernement mais une défaite pour la crédibilité de l'UE, selon les journalistes Teemu Muhonen et Jarno Hartikainen, éditorialiste politique et correspondant européen du Helsingin Sanomat.

HS

Frontière orientale

Le Parlement a approuvé la prolongation de la loi sur la sécurité aux frontières par 168 voix contre 29

La loi sur la sécurité aux frontières, ou projet de loi relatif aux mesures temporaires visant à empêcher l'entrée instrumentalisée a été examinée en deuxième lecture mercredi 4 juin 2025. L'objectif de cette loi est de prévenir toute pression exercée sur la Finlande par l'entrée instrumentalisée [des migrants], de renforcer la sécurité aux frontières et de se préparer aux situations les plus graves.

En vertu de cette loi, les demandes d'asile à la frontière finlandaise peuvent être temporairement suspendues et les nouveaux arrivants peuvent être refoulés sans possibilité de recours.

Mercredi, le Parlement a déclaré urgent par 168 voix contre 29 le projet de loi. Le Parlement a ensuite approuvé le projet de loi par 168 voix contre 29. L'examen de la question au Parlement est terminé.

La discussion s'est appuyée sur le rapport de la commission administrative qui proposait au Parlement d'approuver le projet du gouvernement visant à prolonger la validité de la loi sur la sécurité des frontières jusqu'à fin 2026. Le groupe parlementaire de l'Alliance des gauche et le groupe parlementaire des Verts ont déposé une motion dissidente commune à ce rapport.

La loi devait être promulguée en tant que loi d'urgence. Une loi d'urgence peut prévoir des exceptions limitées à la Constitution pour des raisons impérieuses.

Son adoption nécessite qu'elle soit déclarée urgente par une majorité des 5/6 du Parlement, après quoi elle peut être approuvée par une majorité des 2/3.

Dans un premier temps, le Parlement a donc voté en faveur de l'urgence du projet de loi par 168 voix contre 29, dépassant ainsi le seuil de majorité requis de 5/6.

Lors du second vote, le Parlement a approuvé le projet de loi par 168 voix contre 29, dépassant ainsi le seuil de majorité requis de 2/3.

La loi sur la sécurité des frontières avait été approuvée pour la première fois l'été dernier.

Le Parlement a donc hier voté de la même manière qu'à l'époque : les Verts et l'Alliance des gauches se sont opposés à la loi. Du côté du Parti social-démocrate, Matias Mäkynen, Johan Kvarnström, Nasima Razmyar, Krista Kiuru, Timo Harakka et Elisa Gebhard ont voté contre.

Du côté des partis au pouvoir, seule la députée du parti populaire suédois Eva Biaudet s'est opposée à la loi, comme elle l'avait fait l'été dernier.

<https://www.eduskunta.fi/EN/tiedotteet/Pages/Parliament-approves-Border-Security-Act-by-168%E2%80%9329-vote.aspx>

Eduskunta HS

Editorial : La fermeture exceptionnelle de la frontière est devenue la norme - Finlande et Russie partagent la même compréhension de fermer la frontière

Comme prévu, le Parlement a approuvé mercredi la prolongation de la loi sur la sécurité des frontières jusqu'à fin 2026. Si nécessaire, la loi peut suspendre temporairement l'asile à la frontière et refouler les demandeurs d'asile sans possibilité de recours. Elle est justifiée par la nécessité d'empêcher la Russie de refouler les demandeurs d'asile en Finlande, ce que l'on appelle une « entrée instrumentalisée ».

L'objectif de cette loi est de servir de frein d'urgence après une éventuelle ouverture des points de passage frontaliers. En réalité, cependant, rien n'indique une ouverture prochaine de la frontière. La Finlande ne le souhaite pas une dans la situation actuelle, et la Russie encore moins.

Il existe un consensus tacite entre la Russie et la Finlande : tant que la Finlande contrôle la frontière, la Russie empêchera les gens de la franchir, mais si la frontière est ouverte, les problèmes commenceront.

Il n'est pas difficile de déduire les motivations russes. Une frontière ouverte affaiblirait le contrôle de l'administration russe sur ses citoyens. La fermeture des frontières a toujours été l'intérêt des dictatures et non des démocraties. En visant les migrants, la Russie a réussi à contraindre les pays voisins à effectuer les basses besognes pour son compte.

En rejetant la responsabilité de la fermeture de la frontière sur les Finlandais, la Russie a contribué à soutenir la propagande antirusse en Finlande. C'est également une bonne idée pour les Russes que la Finlande doive déroger aux accords internationaux régissant l'asile. Cela peut être utilisé comme preuve que la Finlande est tout au plus un État de droit sélectif.

On pourrait soutenir que la Finlande accepte le rôle qui lui est dévolu dans une pièce écrite par la Russie. Mais c'est une idée déplaisante. Il est bien plus plaisant de suggérer que la Finlande protège sa frontière orientale par des mesures déterminées. Dans ce cas, le soutien à la loi sur la sécurité des frontières peut être présenté comme un véritable test de patriotisme. Le vote de la loi tombait à pic le jour de la fête du drapeau des forces armées.

Le PSD aurait pu bloquer l'adoption de la loi. C'est ce qu'il a fait avec prudence. Six députés ont été autorisés à voter contre, jouant le rôle d'« opposition officielle » au sein du parti et permettant de canaliser de manière contrôlée les préoccupations liées à la loi sur les frontières. Mais on peut légitimement se demander si l'exception ne devient pas la règle et le temporaire permanent.

Parmi les opposants, le député Timo Harakka (PSD) a justifié sa position par le fait que, dans la loi, le Parlement n'avait pas été habilité à décider d'une éventuelle mise en œuvre de la loi. Selon Harakka, cela aurait renforcé le rôle du Parlement, ce que le chancelier de la Justice avait également préconisé. La présentation de tels arguments est importante, même si le Parlement n'a jusqu'à présent pas jugé nécessaire de renforcer son pouvoir décisionnel.

Sur le plan des principes, cela n'est pas sans importance. En effet, si on considère que par cette loi la Finlande entend répondre uniquement à une menace de la Russie, il est facile de

crier au scandale contre les députés qui s'opposent à la loi. Si, en revanche, on considère que la Russie fait pression sur la Finlande, il est possible de chercher des moyens d'agir qui causent le moins possible d'effets négatifs, tant au regard de l'État de droit que de nos propres valeurs.

HS

Défense

Le ministre de la Défense, Antti Häkkänen à la réunion du Groupe de coordination du soutien matériel à l'Ukraine et des ministres de la Défense de l'OTAN à Bruxelles

Le ministre de la Défense, Antti Häkkänen, participe à la réunion du Groupe de coordination du soutien matériel à l'Ukraine et à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN au siège de l'OTAN à Bruxelles, les 4 et 5 juin 2025.

La réunion du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine (UCCG) permettra d'examiner la situation en Ukraine et de coordonner le soutien matériel et la formation à l'Ukraine. La Finlande soutient l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression russe. Il est primordial de renforcer l'Ukraine sur la voie d'une paix durable et juste, a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkänen.

Les thèmes abordés lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN comprennent, entre autres, le niveau des dépenses de défense de l'Alliance, les objectifs de performance et la coopération transatlantique en matière d'industrie de défense, ainsi que les préparatifs du sommet de La Haye.

« Le renforcement de la dissuasion et de la défense pour relever les défis du contexte actuel de sécurité nécessite des investissements supplémentaires importants. Lors de cette réunion, nous discuterons notamment de nouveaux objectifs de performance qui nécessitent des investissements à long terme dans la défense, des effectifs supplémentaires et une base industrielle de défense plus large », déclare le ministre de la Défense, Antti Häkkänen.

Par ailleurs, le ministre de la Défense Häkkänen participera à une réunion du Groupe de la planification nucléaire de l'OTAN.

Vn

La coalition pro-ukrainienne s'est réunie à Bruxelles sans Pete Hegseth

Mercredi, l'absence du secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, à la réunion consacrée au soutien à l'Ukraine a été soulignée. Auparavant, le secrétaire américain à la Défense était présent.

Le ministre de la Défense, Antti Häkkänen, a déclaré que les États-Unis avaient exprimé la diminution de leur futur rôle dans le soutien à l'Ukraine. « C'est un message clair : les pays européens doivent assumer la responsabilité principale du soutien à l'Ukraine, tout comme ils le font, bien sûr, en matière de défense. »

M. Häkkänen n'a pas pu assister à la réunion en raison du vote sur la loi sur la sécurité des frontières au Parlement mercredi. Il est toutefois arrivé à Bruxelles plus tard.

Évoquant la coopération industrielle évoquée par le ministre ukrainien Umerov, M. Häkkänen a indiqué que la Finlande examinait actuellement sa coopération avec l'Ukraine.

La Finlande a déjà annoncé un programme de soutien de 660 millions d'euros à l'Ukraine, qui ciblera les commandes destinées à l'industrie de défense finlandaise. Selon Häkkänen, les discussions sur les besoins de l'Ukraine sont en cours. « L'Ukraine souhaite multiplier ces projets communs et dispose d'une grande expertise, notamment dans le secteur des drones. »

HS

Deux décisions négatives du Ministre de la Défense concernant des transactions immobilières

Le 4 juin, le ministre de la Défense, Antti Häkkinen, a refusé à deux acheteurs potentiels originaires de pays hors UE et EEE l'autorisation d'acquérir des biens immobiliers en Finlande. L'une de ces deux décisions concernait la demande d'un citoyen israélien pour un bien immobilier à Mikkeli. L'autre concernait la demande d'une société chinoise pour un bien immobilier à Rovaniemi, à proximité d'une zone d'exercice des forces armées finlandaises. Les décisions de refus d'autorisation d'acquisition immobilière étaient fondées sur la loi sur les transferts de biens immobiliers nécessitant une autorisation spéciale. Le ministère de la Défense a justifié ces décisions en affirmant, entre autres, que ces acquisitions pourraient menacer la sécurité nationale et entraver l'organisation de la défense nationale.

Ces décisions sont susceptibles d'appel.

https://valtioneuvosto.fi/-/kaksi-kielteista-paatosta-kiinteistokaupoissa-1?language=en_US

Selon la Commission de la Défense du Parlement, la conscription et la volonté de défendre le pays sont les fondements de la défense, même au sein de l'OTAN

Le rapport de la Commission parlementaire de la Défense sur le rapport du gouvernement sur la défense est terminé. Il s'agit du premier rapport qui traite de la défense de la Finlande depuis son adhésion à l'OTAN.

La commission affirme dans son rapport que la conscription générale et une forte volonté de défendre le pays sont les pierres angulaires de la défense de la Finlande, même en tant que membre de l'OTAN. « La conscription permet de constituer une réserve nationale compétente et opérationnelle, capable de répondre aux menaces sécuritaires, tant traditionnelles que nouvelles », déclare le président de la commission, Heikki Autto (coalition nationale).

De même, la volonté de défendre le pays, c'est-à-dire le désir des citoyens de défendre leur pays et de participer au soutien de la société en situation de crise, est exceptionnellement élevée en Finlande par rapport aux autres pays.

« Il est difficile de saper le moral de la Finlande, tant sur le plan militaire que spirituel. Maintenir la volonté de défendre le pays exige la confiance dans la société, une communication ouverte et la participation citoyenne », rappelle Autto.

La commission juge positif que le rapport ne se concentre pas uniquement sur le développement des forces terrestres, maritimes et aériennes, mais envisage les capacités de défense dans leur ensemble, en tenant compte des évolutions technologiques et des nouvelles menaces. « En particulier, une attention accrue doit être accordée à la cybersécurité et à la sécurité de l'information, ainsi qu'à la défense spatiale », souligne Autto.

La commission estime, à l'instar du rapport, que tous les environnements opérationnels doivent pouvoir être surveillés et qu'il doit être possible de prendre les mesures requises par la défense si nécessaire.

Pour le rapport sur la défense, la Finlande a soigneusement étudié les leçons à tirer de la guerre d'agression russe en Ukraine. Selon les experts entendus par la commission, la guerre en Ukraine a évolué principalement conformément aux prévisions de la planification de la défense finlandaise.

Cependant, la nouveauté réside dans le rôle des drones. « Les forces armées doivent investir davantage de ressources dans la guerre des drones, et ce travail de développement doit être mené en étroite collaboration avec l'Ukraine, car ce sont les Ukrainiens qui maîtrisent le mieux le développement de ce type de guerre. La commission estime qu'il est important que l'industrie de la défense finlandaise recherche des opportunités de coopération avec les Ukrainiens sans préjugés », déclare Autto.

Dans son rapport de plus de 30 pages, la commission aborde, outre le développement de la défense nationale militaire, la sécurité d'approvisionnement, la protection civile et la défense nationale volontaire. Bien que la situation soit meilleure que dans de nombreux autres pays, des progrès restent possibles dans tous les domaines. Par exemple, en matière de sécurité d'approvisionnement, la Finlande est trop dépendante du transport par la mer Baltique ; c'est pourquoi le réseau ferroviaire et routier du nord de la Finlande doit être développé.

« En situation de crise, les ports norvégiens offrent un accès vital à l'Atlantique si les liaisons avec la mer Baltique venaient à être interrompues. Le développement du réseau ferroviaire vers la Suède et la Norvège offrirait une voie alternative pour le transfert des troupes et du matériel », souligne Autto.

Le rapport affirme également qu'une Finlande peuplée est une Finlande sûre. « Maintenir la population des régions renforce la sécurité globale, car cela préserve les connaissances locales, l'esprit collectif et la capacité d'agir rapidement dans des situations exceptionnelles. Lorsque des personnes et des activités sont présentes sur l'ensemble du territoire, les conditions de fonctionnement des autorités, des organisations et des forces de défense s'améliorent également, renforçant ainsi la résilience de toute la société », ajoute Autto.

Le groupe parlementaire de l'Alliance des gauches a déposé un avis dissident au rapport.
Eduskunta

Heikki Autto : « Défendre notre propre territoire » grâce à notre grande réserve

Le président de la commission de la défense, Heikki Autto estime que le rapport sur la défense du gouvernement, achevé en décembre dernier, reste d'actualité, malgré les changements « exceptionnels » du contexte sécuritaire, suite à l'élection de Donald Trump.

La question de savoir si la dissuasion de l'OTAN peut être considérée comme forte a notamment suscité un débat public. La commission estime que l'engagement des États-Unis envers l'OTAN pouvait être garanti à l'avenir, à condition que l'Europe assume une responsabilité « considérablement » plus importante en matière de défense du continent qu'actuellement.

Les autres membres de la commission, à l'exception du député de l'Alliance des gauches Timo Furuholm, ont également estimé que la dissuasion de l'OTAN créée par les États-Unis perdurerait.

Le vice-président Mikko Savola (Centre) a déclaré que la balle était désormais dans le camp de l'Europe. « L'Europe doit assumer davantage de responsabilités, car la Russie représente une menace à long terme. »

Savola ajoute que malgré les discours, la coopération pratique entre les États-Unis et la Finlande s'est bien poursuivie et qu'aucun problème n'a été rencontré.

Cependant, depuis la présentation du rapport en décembre, des réactions ont été exprimées pour faire face aux changements. Autto affirme que le projet actuel de retrait de la Finlande du traité interdisant les mines antipersonnel, l'augmentation de la taille de la réserve et l'augmentation du budget de la défense d'ici 2029 en sont la preuve. Dans son rapport, la commission souligne l'importance de la conscription universelle et d'une forte volonté de défendre le pays. « A l'avenir, nos solutions de base resteront valables, s'appuyant sur la formation d'une importante réserve pour garantir la défense de notre propre territoire », affirme Autto.

HS

Selon une enquête, 70 % des Finlandaises seraient prêtes à défendre le pays avec ou sans armes

Selon une enquête par l'organisation Naisten Valmiusliitto, 70 % des femmes finlandaises seraient prêtes à défendre la Finlande dans le cas d'un conflit militaire.

23 % des Finlandaises se disent prêtes à défendre le pays avec les armes, contre 44 % qui seraient prêtes à défendre la Finlande avec d'autres moyens.

Selon l'enquête, 71 % des femmes seraient prêtes à participer à des tâches pratiques, telles que la distribution de nourriture, les premiers soins ou l'organisation de l'hébergement temporaire. 69 % des Finlandaises seraient prêtes à participer à des formations pour améliorer leurs compétences et connaissances en matière de situations de crise.

MTV

Justice

La réforme de la loi sur le Parlement sami progresse

La commission des lois constitutionnelles soutient le projet de réforme de la loi sur le Parlement sami, qui modifie le droit de vote aux élections.

La réforme supprimerait le critère controversé dit « lapon » et définirait le droit de vote en fonction de l'apprentissage de la langue sami ou du droit de vote des parents.

Le principal changement apporté à la loi actuelle concerne les personnes ayant le droit de vote aux élections parlementaires sami. Le gouvernement propose que les personnes dont elles-mêmes ou au moins un de leurs parents, grands-parents ou arrière-grands-parents ont appris le même comme langue maternelle aient le droit de vote.

Le droit de vote pourrait également être obtenu si au moins un de ses parents est ou a été inscrit sur les listes électorales lors des élections au Parlement sami qui se tiendront à partir du 1er janvier 2027.

Johanna Ojala-Niemelä, du Parti social-démocrate, ainsi que Hannu Hoskonen et Petri Honkonen, du Parti du centre, ont formulé des objections au rapport. Tous trois auraient souhaité que le critère dit « lapon » soit maintenu dans la loi, mais tous conviennent avec la commission que le projet de loi est conforme aux exigences de la Constitution.

« En tant que députée « laponne », cette tâche est difficile pour moi. Je connais des personnes qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas été inscrites sur les listes électorales », a déclaré Ojala-Niemelä.

Selon Ojala-Niemelä, la loi aurait dû stipuler que toutes les personnes dont le droit de vote a été reconnu par la Cour administrative suprême et qui sont inscrites sur les listes électorales y seraient toujours inscrites à l'avenir.

La loi actuelle inclut le critère dit « Lapon », qui a fait l'objet d'intenses débats ces dernières années. Selon ce critère, toute personne « descendante d'une personne inscrite comme Lapon auprès du bureau de recensement, du bureau des impôts ou de l'état civil » a également le droit de vote au Parlement sami.

À l'heure actuelle, les personnes ayant le droit de vote au Parlement sami sont définies par la loi comme étant des Samis. La réforme de la loi modifierait cette situation : les critères susmentionnés ne définiraient plus qui est Sami, mais seulement qui a le droit de voter aux élections du Parlement sami.

La Commission des lois constitutionnelles estime que les dispositions relatives à la composition de la Commission de recours de la loi sur le Parlement sami et l'article relatif à l'autorisation de recours doivent être modifiées. L'objectif de ces modifications est d'améliorer la mise en œuvre du droit des Samis à l'autodétermination.

Des tentatives de réforme de la loi sur le Parlement sami ont été menées sous quatre gouvernements.

HS

Après une baisse en 2023, le nombre d'homicides est revenu à son niveau des années précédentes en 2024

Après une année 2023 exceptionnellement faible, le nombre d'homicides signalés à la police est revenu à son niveau des années précédentes l'an dernier, selon Statistic Finland.

L'année dernière, la police a enregistré un total de 89 homicides contre 57 homicides en 2023, soit le chiffre le plus bas depuis au moins 1980.

L'an dernier, le taux d'élucidation des homicides était de 73%.

Yle

Réunion des ministres de la Justice des pays nordiques à Helsinki

Les ministres de la Justice de Finlande, d'Islande, de Norvège, de Suède et d'Åland se sont réunis à Helsinki les 3 et 4 juin 2025. Les ministres ont discuté, entre autres, de la résilience de l'État de droit face aux crises et de la lutte contre la criminalité transfrontalière.

« Le monde évolue rapidement et la coopération nordique se déroule dans un contexte différent de celui d'il y a un an. Face aux changements et aux crises, le rôle central de la Justice dans la résilience de l'État de droit face aux crises devient évident. Nous devons être capables de garantir le fonctionnement du système judiciaire et d'investir dans la lutte contre la criminalité qui menace l'ordre social. La coopération nous rend plus forts », a déclaré la ministre finlandaise de la Justice, Leena Meri.

Les ministres de la Justice ont discuté d'une coopération plus étroite et de la garantie d'un échange d'informations, notamment dans la lutte contre la criminalité juvénile et la criminalité organisée, ainsi que contre le crime organisé transfrontalier. Par ailleurs, la réunion a abordé la lutte contre les menaces hybrides, les réseaux criminels, la prévention de la traite des êtres humains et la responsabilité des géants du numérique dans le recrutement en ligne de jeunes à des fins criminelles.

Vn

Agriculture

Les ministres nordiques de l'Agriculture se réuniront à Kuopio les 11 et 12 juin

La traditionnelle réunion estivale des ministres du Conseil nordique des ministres en charge de l'agriculture, des forêts, de la pêche, de l'aquaculture et de l'alimentation se tiendra à Kuopio les 11 et 12 juin. La Finlande et Åland président le Conseil des ministres cette année. Cinq pays nordiques et trois régions autonomes participeront à la réunion ministérielle présidée par la ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah.

L'objectif de la présidence finlandaise et des îles Åland est de renforcer la résilience des pays nordiques aux crises et de promouvoir une préparation globale et diversifiée. Les atouts de la production de viande nordique dans les comparaisons internationales en matière de durabilité seront également présentés. La réunion abordera également le potentiel de la bioéconomie nordique dans la lutte contre le changement climatique, ainsi que le rôle des jeunes dans les systèmes alimentaires.

« Je suis fière de pouvoir présenter ma région et le secteur agroalimentaire et forestier finlandais à mes collègues ministériels nordiques. Nous souhaitons notamment mettre en avant les questions de sécurité d'approvisionnement et le savoir-faire finlandais en matière d'intervention d'urgence, ainsi que la production durable de lait et de viande dans notre région agricole dominée par les prairies », a déclaré Sari Essayah.

Vn

Transports et Télécommunications

Réunion du Conseil « Transports et Télécommunications » de l'UE

Le Conseil « Transports et Télécommunications » de l'UE se réunit à Luxembourg les 5 et 6 juin. La ministre des Transports et des Communications, Lulu Ranne, y représente la Finlande. Les ministres des Transports tiendront un débat d'orientation sur le paquet « Contrôle technique ». Ce paquet comprend des propositions de modification de la directive « Contrôle technique » et de la directive sur les contrôles techniques routiers, ainsi qu'une proposition de nouvelle directive sur les documents d'immatriculation des véhicules. Le 28 mai 2025, le gouvernement finlandais a soumis au Parlement une communication sur cette proposition qui vise à réduire le nombre et la gravité des accidents de la route, à promouvoir une mobilité durable, à atténuer l'impact environnemental des transports et à faciliter le trafic et les échanges transfrontaliers. La Finlande accueille favorablement ces propositions. « Améliorer la sécurité routière est important pour notre ministère et pour moi personnellement. Cependant, les mesures doivent être efficaces et ne pas alourdir la bureaucratie ni les coûts. Par exemple, nous nous sommes toujours opposés au contrôle obligatoire des motos, qui ne constituerait pas une solution, mais un fardeau dans le contexte finlandais. Nous poursuivrons notre travail pour garantir que nous puissions continuer à déroger à l'obligation de contrôle au niveau national », a déclaré la ministre Ranne.

Les ministres recevront un rapport d'étape sur la directive relative aux poids et mesures, et les négociations connexes se poursuivront sous la direction du Danemark, qui assurera la prochaine présidence. La Finlande continuera d'influencer activement les négociations sur les propositions afin de garantir que leur issue tienne compte des spécificités nationales et serve au mieux ses intérêts.

Le Conseil Transports cherche à établir un consensus politique sur le règlement relatif aux droits des passagers aériens. Ce règlement établit des règles d'indemnisation et d'assistance aux passagers aériens en cas de refus d'embarquement, d'annulation ou de retard important. La Finlande est favorable à la réforme du règlement, car son application a impliqué divers problèmes d'interprétation. La Finlande estime qu'il est important que le règlement trouve un équilibre raisonnable entre les droits des passagers et les obligations des transporteurs aériens.

Le Conseil Télécommunications souhaite publier une recommandation du Conseil relative à un cadre européen pour la gestion des crises de cybersécurité (appelé Cyber Blueprint). La Finlande estime qu'il est important de renforcer la cybersécurité par une action commune de l'UE et peut accepter la recommandation du Conseil.

Le Conseil Télécommunications souhaite adopter des conclusions sur des communications fiables et dignes de confiance. La Finlande soutient les mesures visant à renforcer la sécurité des infrastructures numériques et terrestres.

La Finlande estime qu'il est important de promouvoir la construction rapide d'infrastructures numériques de haute qualité. À savoir, la fibre optique et les réseaux 5G, ainsi que le déploiement précoce de la technologie 6G dans toute l'UE.

« La Finlande est pionnière en matière de développement de la 6G et de politique des réseaux de communication. Elle prépare actuellement son propre plan de développement à long terme pour les réseaux de communication. Ce projet TUUTTI représente un investissement majeur dans le fonctionnement et la sécurité de la société. Des communications fonctionnelles entre les citoyens et les entreprises sont également essentielles à la sécurité d'approvisionnement et à la sûreté », souligne la ministre Ranne.

Les ministres tiendront aussi un débat d'orientation sur les connexions par satellite en tant que composante de l'autonomie stratégique. L'objectif est d'améliorer le marché intérieur des fréquences satellitaires et d'harmoniser la gestion des fréquences. La Finlande estime qu'il est important que la réglementation des communications électroniques continue de fonctionner principalement sur la base de la neutralité du marché et de la neutralité technologique. Les spécificités nationales et la sécurité nationale doivent être prises en compte.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/ministeri-ranne-eu-n-liikenne-ja-televiestintaneuvoston-lisaa-turvallisuutta-teille-ja-tietoverkkoihin?languageId=en_US

Partis politiques

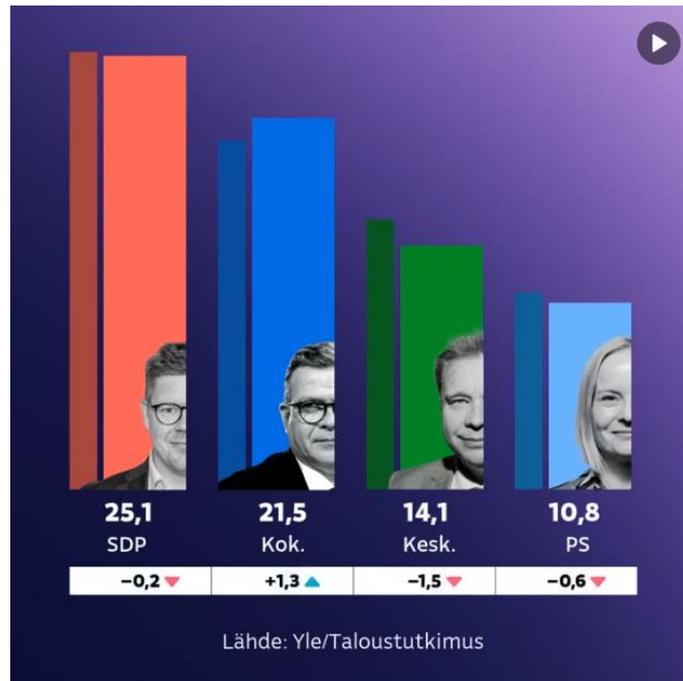
Selon un sondage, le PSD est toujours le parti le plus populaire – l'audience de la Coalition nationale a augmenté

Selon un sondage publié par Yle, en vue des élections législatives, l'audience de la Coalition nationale (Kokoomus) a augmenté de 1,3 points pour atteindre 21,5 %. Kokoomus se rapproche donc du PSD, qui a perdu 0,2 point à 25,1 %.

Le Centre a perdu 1,5 point à 14,1 %.

L'audience des Vrais Finlandais continue à diminuer : le parti a perdu 0,6 point à 10,8 %.

L'audience de l'Alliance des gauches est de 9,5 %, celle des Verts de 8,7 % et celle du Parti populaire suédois de 3,7 %. Les Chrétiens-Démocrates ont une audience de 3,7 % et Liike Nyt de 0,9 %, selon le sondage.



Yle

Santé

Le nombre de jeunes adultes prenant des antidépresseurs a augmenté

Selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurances sociales Kela, le nombre de jeunes adultes prenant des antidépresseurs a presque doublé au cours des derniers 10 ans.

Le nombre a surtout augmenté chez les jeunes femmes. Près d'un cinquième des femmes entre 18 et 29 ans ont eu recours à des antidépresseurs l'année dernière.

Chez les hommes, le nombre a également augmenté, mais pas autant que chez les femmes. 7,5 % des hommes entre 18 et 29 ans ont pris des antidépresseurs au cours de l'année dernière.

Les enfants et les jeunes Finlandais utilisent des antidépresseurs et des médicaments pour les TDAH nettement plus que les enfants et les jeunes d'autres pays nordiques. Un dixième des garçons finlandais entre 7 et 12 ans utilisent des médicaments pour les TDAH. Le nombre de filles utilisant des médicaments pour les TDAH a été multiplié par six au cours des 10 dernières années.

Il y a 15 ans, le nombre des personnes prenant des antidépresseurs était plus bas en Finlande que dans les autres pays nordiques.

Selon le chercheur de Kela, Miika Vuori, les problèmes de santé mentale des femmes ont augmenté au cours de la pandémie Covid, et ne sont pas revenus au niveau antérieur. Au niveau de l'utilisation des antidépresseurs, la différence par rapport aux hommes est déjà de 10 points.

Vuori remarque que les filles et surtout les jeunes femmes sont plus susceptibles que les hommes de recourir aux services de santé en cas de problèmes de santé mentale. En même temps, selon les études, les femmes obtiennent plus facilement un diagnostic que les hommes, même si les symptômes étaient les mêmes.

En revanche, pour les médicaments pour les TDAH, les garçons sont plus susceptibles d'être mis sous traitement que les filles présentant les mêmes symptômes.

HS